

Une coopération et une coordination internationales accrues sont nécessaires pour combattre la haine envers les musulmans et toutes les formes de racisme et de discrimination.

Communiqué de presse au sujet de la « réunion de coordination sur la lutte contre la haine envers les musulmans » des 14 et 15 mars 2024

Les 14 et 15 mars 2024, les coordonnateurs, les représentants spéciaux, les envoyés spéciaux et les ambassadeurs chargés de la lutte contre la haine et la discrimination envers les musulmans¹ se sont réunis pour la première fois afin de discuter de la montée globale de la haine envers les musulmans. La réunion de deux jours, qui a eu lieu à Strasbourg à l'occasion de la Journée internationale correspondante, a été organisée par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne. Elle faisait suite à la « Déclaration conjointe des coordonnateurs, des représentants spéciaux, des envoyés spéciaux et des ambassadeurs chargés la lutte contre la haine et la discrimination envers les musulmans » diffusée le 29 novembre 2023.

La rencontre s'est déroulée dans le contexte d'une montée globale de la haine envers les musulmans, tant en ligne que hors ligne. Le langage déshumanisant, la polarisation et la désinformation ont atteint des niveaux alarmants dans le monde entier, et le discours discriminatoire et raciste est généralisé. Les musulmans et autres groupes continuent de signaler des menaces, de la violence, du harcèlement et de l'intimidation ainsi que du vandalisme à l'égard de leurs espaces religieux et de leurs centres communautaires. La discrimination, le racisme et la haine ont un effet dissuasif sur les libertés d'expression et de réunion pacifique dans l'espace public et en ligne. La réunion du 14 et 15 mars avait pour but de rappeler l'importance de prévenir et de combattre l'extrémisme de même que la radicalisation sous toutes leurs formes, y compris l'extrémisme violent qui cible les musulmans parmi d'autres groupes.

Les participants ont exprimé leur solidarité avec ceux qui font l'objet de discrimination et ont réaffirmé que la haine envers les musulmans, comme toutes les autres formes de haine et de racisme, constitue une menace pour nos sociétés pluralistes et démocratiques. Sa manifestation met en danger la cohésion et l'inclusion sociales. La lutte contre cette haine doit passer par une approche pan sociétale.

Les instruments internationaux tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, plusieurs conventions des Nations Unies protégeant contre la discrimination, la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne sont essentiels à la protection contre toutes les formes de racisme et de discrimination dans nos pays.

Les participants en ont conclu les points suivants :

¹ Les participants à la réunion représentaient les pays et organismes suivants : Arménie, Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie, Canada, Commission européenne, Conseil de l'Europe, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Nations Unies, Norvège, Organisation de la coopération islamique, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Pays-Bas, Portugal, République de Moldavie, Royaume-Uni, Saint-Siège, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.

- La société civile, l'éducation et les médias ont un rôle clé à jouer. Aucun effort ne doit être épargné pour améliorer et soutenir nos systèmes d'éducation afin d'apprendre aux jeunes générations le vivre ensemble dans des sociétés démocratiques fondées sur nos valeurs communes.
- La dimension intersectionnelle de la haine et de la discrimination envers les musulmans s'appuie sur plusieurs motifs tels que la religion, l'origine nationale ou ethnique et le sexe.
- Les femmes et les filles musulmanes sont particulièrement exposées à la violence et à l'exclusion des sphères de l'éducation, de l'emploi, du sport et de la culture, alors qu'elles pourraient y être de puissants vecteurs d'inclusion et de respect mutuel.
- La discrimination, la haine et le racisme envers les musulmans, les juifs, les Palestiniens et les Israéliens sont particulièrement marqués, nourris par le cours des événements au Moyen-Orient.
- Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et nul ne devrait subir de discrimination, d'hostilité ou de violence en raison de son appartenance religieuse.
- Il est nécessaire de renforcer la coopération et la coordination internationales pour la lutte contre toutes les formes de haine et de discrimination envers les musulmans.

La réunion de coordination d'aujourd'hui a montré que nos gouvernements et nos organisations internationales sont déterminés à lutter contre la haine envers les musulmans dans nos sociétés et dans le monde entier.